

# Défendre l'Entreprise

UN THINK-TANK INDÉPENDANT

Newsletter  
Juin 2011

Qui sommes-nous ?  
Panel du 24 février 2011  
Charte du think-tank

## Qui sommes-nous ?

Le think-tank "Défendre l'Entreprise" est une initiative d'universitaires et de consultants algériens destinée à promouvoir l'entreprise algérienne compétitive.

Il veut apporter un éclairage scientifique et indépendant sur la connaissance de l'entreprise algérienne, sur ses potentialités et sur ses possibilités de croissance pour la faire contribuer davantage à l'économie nationale.

Le think-tank veut aussi formuler des opinions sur les politiques publiques intéressant l'entreprise.

Le think-tank est animé par un comité exécutif composé de cinq membres : Taïeb Hafsi, professeur de stratégie à HEC-Montréal, en assure la présidence; Med Chérif Belmihoub, Abdelmadjid Bouzidi et Abdelhak Lamiri, tous trois professeurs de sciences économiques ; Smaïl Seghir, consultant, en est membre et en assure en même temps le secrétariat général.

Trois groupes industriels ont décidé de supporter le démarrage du think-tank en tant que mécènes : le Groupe Benamor de Guelma, le Groupe Cevital d'Alger et les Entreprises Hasnaoui de Sidi-Bel-Abbès.

Les membres du comité exécutif et les mécènes constituent le Conseil scientifique et d'orientation du think-tank.

Pour assurer une médiatisation efficace de ses travaux et activités, le think-tank s'est adossé au quotidien *Liberté* dont il partage la raison sociale.

Le think-tank reste ouvert à toute entreprise algérienne qui souhaite contribuer à ses travaux dans le respect des principes de sa charte dont un extrait est donné dans la dernière page de cette newsletter.

Vous pouvez consulter le texte complet dans la rubrique correspondante de notre blog, comme vous pourrez suivre l'ensemble de nos activités, à l'adresse ci-dessous :

<http://defendrelentreprise.typepad.com>



## Panel du 24 février 2011

Le panel du 24 février 2011 a été la première activité publique du **think-tank** "Défendre l'Entreprise". Il s'est tenu dans les nouveaux locaux du journal *Liberté* à Oued Erromane. Près de 130 personnalités ont répondu à l'invitation du think-tank parmi lesquelles un ancien premier ministre, de grands patrons d'entreprises, des cadres de l'administration, des juristes, des consultants et autres observateurs de la vie économique algérienne. Outre les collaborateurs de *Liberté*, plusieurs autres journaux de premier plan étaient présents.

### La synthèse travaux

Contrairement à l'opinion généralement admise, l'économie algérienne est déjà largement privée.

En effet, les entreprises privées réalisent plus de 84 % de la valeur ajoutée globale et représentent près de 80 % de la production brute (si l'on exclut les hydrocarbures). Dans les services, elles fournissent 88 % de la valeur ajoutée aux entreprises et près de 97 % de celle fournie aux ménages.

Elles emploient plus de 65 % de la population des salariés et assurent dans la même proportion les salaires versés. En dépit de cette prédominance, elles ne bénéficient que de moins de 50 % du

total des crédits à l'économie !

Bien que les entreprises privées soient dominantes dans l'économie algérienne, elles sont encore trop peu nombreuses. Il y aurait aujourd'hui quelques 450.000 entreprises privées en Algérie, si on exclut les auto-entrepreneurs. Ce qui fait moins de 12 entreprises pour 1000 habitants.

Loin derrière le score mondial le plus bas qui est de 50 entreprises pour 1000 habitants. Cette situation est le résultat des contraintes encore fortes rencontrées dans la création d'entreprise. Mais elle révèle en même temps l'existence d'un très fort potentiel de création d'entreprises nouvelles si ces contraintes étaient assouplies. Et la nécessité de créer des entreprises toujours plus nombreuses est cruciale pour l'Algérie. Car la demande

**La nécessité de créer des entreprises toujours plus nombreuses est cruciale pour l'Algérie.**

sociale (santé, éducation, logement et autres services publics) est en pleine expansion alors que les recettes d'hydrocarbures sont appelées à diminuer en même temps que les réserves. Les entreprises devront donc obligatoirement prendre le relais de la manne pétrolière si on veut éviter l'effondrement du pays. Car, d'ici une dizaine d'années à peine, le budget de l'État ne sera plus capable de financer les besoins toujours plus importants de la population. Nous sommes donc face à un véritable impératif de sécurité nationale !

Comment donner les meilleures chances aux entreprises algériennes pour relever le défi de la croissance et de la compétitivité ? Aujourd'hui, plus de 99 % des entreprises privées sont des TPE (très petites entreprises) employant moins de 20 salariés. Selon la terminologie consacrée, ces TPE sont des "Souris" ; c'est-à-dire, des entreprises condamnées à ne pas grandir. Bien qu'indispensables à l'économie, les Souris ne peuvent pas porter la croissance et la compétitivité du pays. Partout dans le monde on reconnaît que la croissance et la

**Les entreprises devront obligatoirement prendre le relais de la manne pétrolière si on veut éviter l'effondrement du pays.**

## La consolidation de l'économie algérienne autour de l'entreprise privée exige un saut qualitatif majeur dans la démarche avec laquelle l'État exerce sa mission de régulation.

compétitivité reposent davantage sur les "Gazelles", des entreprises qui connaissent une forte croissance et qui se caractérisent par leurs capacités d'innovation. Il faut donc encourager l'émergence en Algérie de Gazelles à travers des stratégies spécifiques. L'une des voies possibles consiste à favoriser des stratégies dites de "grappes industrielles". Elles consistent à encourager des investissements industriels portés par des projets "locomotives" qui drainent dans leur sillage des dizaines, voire des milliers d'entreprises sous-traitantes qui développent une filière ou une sous-filière industrielle.

Des stratégies d'autant plus fructueuses que l'Algérie dispose d'atouts précieux pour les réussir : un marché local important, la proximité du grand marché européen et, surtout, des entrepreneurs qui ont fait leurs preuves. Les exemples de réussite fournis par Cevital, par le groupe Benamor dans l'est du pays ou par les Entreprises Hasnaoui à l'ouest sont là pour montrer qu'il est tout à fait possible de faire émerger des champions nationaux, capables de se battre sur les marchés mondiaux. C'est en s'appuyant sur ces champions nationaux qu'on pourra bâtir la compétitivité de l'économie algérienne.

La consolidation de l'économie

algérienne autour de l'entreprise privée exige un saut qualitatif majeur dans la démarche avec laquelle l'État exerce sa mission de régulation. À cet égard, il s'agit d'abord pour l'État d'élaborer une vision claire de l'avenir industriel de l'Algérie. De le faire en coordination étroite avec les acteurs les plus concernés ; c'est-à-dire, les entrepreneurs, en premier lieu, et la société civile. Cette vision doit être suffisamment stable pour pouvoir mobiliser dans la durée les acteurs. C'est là l'enseignement donné par tous les pays émergents qui ont réussi leur décollage économique. Il faut donc abandonner la pratique des revirements intempestifs décidés dans l'opacité complète, comme on le voit avec les lois de finances complémentaires des dernières années. La régulation c'est aussi l'aptitude à concevoir et à mettre en œuvre des plans spécifiques pour encourager l'initiative privée. Dans cette direction, l'Algérie a absolument besoin des initiatives du type du "Small Business

Il faut encourager des investissements industriels portés par des projets "locomotives" qui drainent dans leur sillage des dizaines, voire des milliers d'entreprises sous-traitantes qui développent une filière ou une sous-filière industrielle.

Act" américain ou du "plan Gazelles" français. Des initiatives à concevoir en collaboration avec les entrepreneurs et à lancer le plus vite possible.

La mise en œuvre de ces mesures ne sera pas aisée. Pour assurer leur succès, Il faudra engager en même temps d'autres initiatives. L'une d'entre elles

Faire émerger au sein du patronat une unité d'action pour être capable de dialoguer efficacement avec les pouvoirs publics.

consiste à faire émerger au sein du patronat une unité d'action pour être capable de dialoguer efficacement avec les pouvoirs publics. Il faudra aussi mesurer en permanence les progrès réalisés et évaluer les difficultés rencontrées. À cet égard, des initiatives du type observatoire du climat des affaires seront particulièrement utiles.

Pour préserver sa souveraineté, l'Algérie n'a pas d'autre choix que de développer son économie à un rythme soutenu. Elle doit le faire avec une vision claire des priorités. La plus importante d'entre elles consiste précisément à libérer l'initiative privée et la mettre au service des grands enjeux du pays : fournir des emplois à la population, créer des richesses pour la nation et mettre en place une base industrielle capable d'assurer efficacement l'après pétrole.



## Extraits de la charte du think-tank “Défendre l’Entreprise”

« Le think-tank est une structure d’étude, de réflexion et d’échanges sur les problèmes de l’entreprise algérienne et sur les voies et moyens les plus appropriés pour faire de celle-ci le moteur de la nouvelle dynamique économique dont a besoin notre pays.

**Le fonctionnement de cette structure repose sur trois principes :**

**1.** Autonomie organique et indépendance de la pensée sans aucune restriction que la défense de l’entreprise et de l’entrepreneuriat ;

**2.** Scientificité et crédibilité de la réflexion et des études consacrées à l’entreprise et rejet de toute approche polémiste et à finalité publicitaire ou de production de “recettes” ;

**3.** Diffusion la plus large possible des travaux du think-tank, notamment en direction des différentes parties prenantes (“stakeholders”).

Le think-tank est composé de membres fondateurs qui sont des membres permanents. Il est élargi à des experts spécialistes de l’entreprise pour contribuer aux réflexions et aux travaux du think-tank... »

**« ... Le think-tank a six grandes missions :**

● Porter le message de la nécessité de réhabiliter l’entreprise et de consolider l’économie de marché régulée ;

- Soutenir l’esprit d’entreprise ;
- Révéler l’entreprise algérienne et sa contribution au développement économique national ;
- Analyser l’environnement des affaires en Algérie, en particulier le droit des affaires et évaluer sa cohérence ;
- Diffuser une note périodique sur le climat des affaires en Algérie ;
- Émettre et rendre publics des avis circonstanciés sur toutes lois, réglementations et procédures qui concernent l’entreprise... »

**« ...Le think-tank développera cinq activités principales :**

**1.** Produire et diffuser une Newsletter bimestrielle ;

**2.** Diffuser une revue semestrielle dédiée à l’entreprise ;

**3.** Organiser des déjeuners-débats et conférence-débats sur des thèmes ou problématiques d’actualité pour l’entreprise algérienne ;

**4.** Assister les entreprises dans la conception de cycles courts de formation sur des domaines spécifiques intéressant les cadres dirigeants (éthique des affaires, développement durable, RSE...);

**5.** Constituer un fonds documentaire spécialisé... »